



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 29 avril 2026

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : n° D3 i 2026-50

Affaire suivie par : [REDACTED]

Tél. : 03 10 42 28 00

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement : Société Onyx Est à Beine-Nauroy (51)
- Instruction de plusieurs porter-à-connaissance

Par courrier du 31/10/2025, la société ONYX EST (VEOLIA) a transmis plusieurs porter à connaissance concernant les demandes de modification :

- du phasage de l'exploitation des casiers de stockage ;
- de l'article 8.4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 sur le stockage des lixiviats ;
- de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 ;
- du périmètre géographique d'apports mentionné dans l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016.

L'accusé de dépôt est daté du 07/11/2025. Des compléments ont été apportés, par courrier électronique en date du 02/12/2025 et du 13/03/2026.

Le site est actuellement soumis au régime de l'autorisation de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et est réglementé par l'arrêté préfectoral consolidé n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 et par des arrêtés préfectoraux complémentaires (2018, 2020, 2022 et 2023).

Ce rapport analyse la pertinence et l'acceptabilité de la demande de l'exploitant.

L'analyse des éléments présentés dans le dossier permettent de qualifier les modifications de notable au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. L'exploitant a apporté tous les éléments d'appréciation nécessaires. L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de réglementer les modifications envisagées par l'exploitant par un arrêté préfectoral complémentaire.

Rédigé par l'Inspectrice de l'environnement : [REDACTED]

Vérifié par le chef du pôle Ressources : [REDACTED]

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le directeur régional,
par le chef du Service Prévention des Risques Anthropiques : [REDACTED]

1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

L'établissement ONYX EST exploite à Beine-Nauroy une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) soumise à autorisation environnementale, complétée par des arrêtés préfectoraux complémentaires (2018, 2020, 2022 et 2023). Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle est autorisée par arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12/09/2016. Le stockage de déchets non dangereux est autorisé sous la rubrique 2760-2, pour une capacité maximale fixée à 50 000 tonnes par an jusqu'au 31/08/2031.

L'exploitant a adressé à l'autorité préfectorale, en date du 31/10/2025, différentes demandes de modification relatives :

- au phasage de l'exploitation des casiers de stockage : exploitation du casier 4 avec l'alvéole 16, 17 et 18 avant l'alvéole 14 du casier 13 ;
- à l'article 8.4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 sur le stockage des lixiviats : suppression de la couverture des deux bassins de lixiviats ;
- à l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 : suppression de l'obligation de réaliser des mesures mensuelles durant un trimestre suite à une analyse non-conforme sur les eaux pluviales ;
- au périmètre géographique d'apports mentionné dans l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 : ajout du département de la Haute-Marne dans le périmètre d'apport, sans rayon maximale et dans la limite des 10 000 tonnes autorisées.

2- MODIFICATION 1 – PHASAGE DE L'EXPLOITATION

1. Description du projet

Le projet de modification de l'installation consiste en la modification du phasage de l'exploitation des casiers de stockage avec l'exploitation du casier 4 avec l'alvéole 16, 17 et 18 avant l'alvéole 14 du casier 13. En effet, le dossier d'autorisation de l'exploitant prévoyait de réaliser l'exploitation du casier 4, une fois l'exploitation du casier 13 terminée. L'exploitant explique que la modification de ce phasage est liée au positionnement actuel du quai de vidage, qui est situé à proximité de l'alvéole 16 du casier 4. De plus, le quai de vidage pourra être utilisé pour les alvéoles 17 et 18.

L'exploitant indique que si il suit le phasage définit dans son dossier d'autorisation, il devrait poursuivre sur l'exploitation de l'alvéole 14 du casier 3, or il ne pourrait pas utiliser le quai de vidage actuel. De ce fait, un nouveau quai de vidage devrait être mis en place. L'exploitant mentionne les inconvénients liés à l'installation d'un nouveau quai de vidage :

- impossibilité de construire un nouveau quai de vidage durant l'exploitation et la phase de tassement des alvéoles 11, 12 et 13. De ce fait, l'exploitant devra construire un quai et une route provisoire en position basse en attendant la couverture définitive des alvéoles. La route et le quai seraient alors réalisés sur une couverture temporaire, qui sera démonté dans un an.
- La position basse du quai pourra entraîner des difficultés d'exploitation (risque sécurité, surconsommation de carburant, dégradation du taux de compaction des déchets).

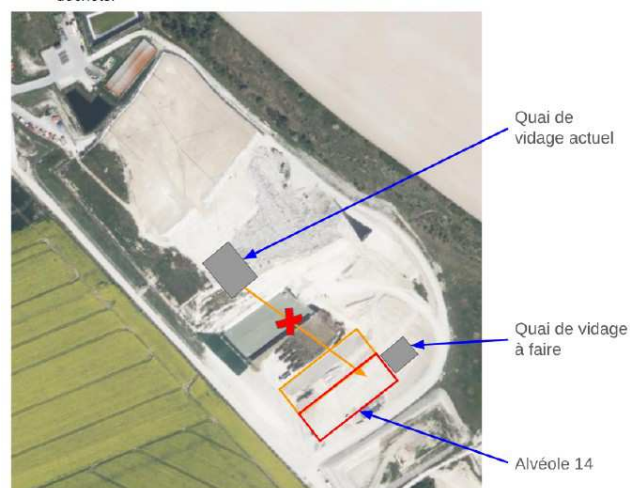


Figure : Schéma de l'exploitation à mettre en place pour l'alvéole 14

L'exploitant sollicite donc l'Inspection pour l'exploitation des alvéoles 16, 17, 8 du casier 4 afin de poursuivre l'exploitation du quai de vidage actuel :

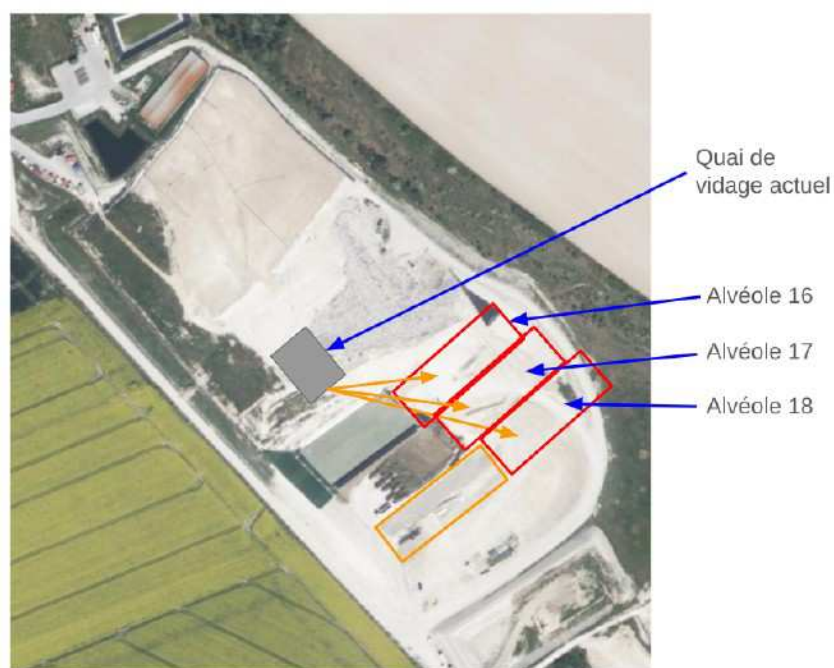


Figure : Schéma de l'exploitation envisagée avec la demande de modification

Cette configuration n'empêchera pas la couverture définitive, ainsi que le dégazage des alvéoles 11, 12 et 13, hormis au niveau de la fosse de vidage qui se situe sur l'emprise de l'alvéole 11.

2. Evolution du classement réglementaire

La modification notifiée par l'exploitant n'engendre pas de modification du classement ICPE de l'installation.

3. Analyse de l'inspection

3-1 Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

La modification proposée par l'exploitation consiste en une modification du phasage de l'exploitation et ne consiste donc pas en une extension de l'installation.

3-2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-2°

Sans objet.

3-3 Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

Risques chroniques : la modification n'est pas susceptible d'entraîner des impacts significatifs pour l'environnement.

Risques accidentels : la modification n'est pas susceptible d'entraîner des dangers significatifs pour l'environnement.

La modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Elle ne procure pas au projet à ce titre un caractère substantiel et peut être traitée en application du R. 181-46-II.)

3- MODIFICATION 2 – COUVERTURE DES BASSINS DE LIXIVIATS

1. Description du projet

Le projet de modification de l'exploitant consiste en une demande de modification de l'article 8.4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016. L'exploitant est équipé de deux bassins de stockage des lixiviats. Les deux bassins sont couverts par une structure métallique (tôle).

Lors de la visite d'inspection du 22/05/2025, il a été constaté par l'Inspection que la couverture du bassin de stockage des lixiviats située sur le site en exploitation est extrêmement dégradée. Cette dégradation est liée aux émanations de vapeurs de H₂S qui corrode la structure. La structure détériorée se délite donc au fur et à mesure.

L'exploitant justifie sa demande par le fait que :

- la couverture ne joue pas de rôle dans la limitation des odeurs ;
- un rapport d'impact olfactif du 17/09/2025 conclut sur un impact olfactif des deux bassins de lixiviats négligeable même sans couverture ;
- la détérioration de la toiture peut impacter l'intégrité des bassins et notamment de la géomembrane.

2. Evolution du classement réglementaire

La modification notifiée par l'exploitant n'engendre pas de modification du classement ICPE de l'installation.

3. Analyse de l'inspection

3-1 Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

La modification proposée par l'exploitation consiste en la suppression de la toiture de ses bassins de stockage des lixiviats et ne consistent donc pas en une extension de l'installation.

3-2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-2°

Sans objet.

3-3 Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

Risques chroniques – Impact olfactif :

L'exploitant a transmis, par courrier électronique du 02/12/2025, le rapport du 17/09/2025 concernant l'étude réalisée sur l'impact olfactif de ces bassins de lixiviats à travers une modélisation de la dispersion atmosphérique des odeurs.

Deux campagnes de mesure ont été réalisées au droit des bassins de stockage des lixiviats. Les mesures ont permis de réaliser une modélisation de la dispersion atmosphériques des odeurs. L'étude conclut que :

- les concentrations d'odeurs mesurées sont inférieures à 50 uoE/m₃ (limite de quantification du laboratoire) ;
- la modélisation réalisée au niveau de la zone d'étude démontre que les percentiles 98 des concentrations horaires et les fréquences de dépassement de la valeur de 5 uoE/m₃ sont inférieures aux valeurs cibles ;
- la modélisation démontre que les concentrations maximales annuelles au niveau de la zone d'étude sont inférieures au seuil d'olfaction pour 50 % de la population.

Pour autant, la conclusion indique qu'il n'est pas exclu qu'une perception olfactive puisse survenir au cours de l'année.

L'étude considère que l'impact olfactif lié à l'absence de couverture des deux bassins de stockage de lixiviat est négligeable.

La modification n'est pas susceptible d'entraîner des impacts significatifs pour l'environnement.

Risques accidentels : la modification n'est pas susceptible d'entraîner des dangers significatifs pour l'environnement.

En référence à l'analyse qui précède, la modification examinée ici est non-substantielle. Elle peut être réalisée dès à présent, sans autorisation préalable. Les prescriptions d'exploitation en vigueur nécessitent toutefois d'être modifiées dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

4- MODIFICATION 3 – ANALYSE SUR LES REJETS D'EAU PLUVIALE

1. Description du projet

L'exploitant dispose sur son site (en exploitation et post-exploitation) de deux bassins permettant de recueillir les eaux pluviales. Les eaux pluviales sont constituées des eaux qui ruissellent sur les casiers en couverture définitive et sur la voirie. Les eaux pluviales de voiries sont traitées préalablement par un débourbeur-déshuileur. L'exploitant effectue une analyse trimestrielle sur les eaux stockées dans les bassins.

L'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC prescrit une analyse par mois durant 3 mois en cas d'analyse trimestrielle non-conforme. Lors de la visite d'inspection du 22/05/2025, l'exploitant a été mis en demeure par l'Inspection pour non respect de cette prescription.

L'objet du porter-à-connaissance est de demander la suppression de cette prescription.

L'exploitant justifie cette demande par les points suivants :

- l'exploitant maintient les vannes des deux bassins en position fermée systématiquement. Il n'y a pas de rejet en continu ;
- l'exploitant n'effectue pas de rejet vers le milieu naturel tant que le bassin n'est pas suffisamment rempli, ce qui peut prendre plusieurs mois ;
- l'exploitant n'ouvre pas les vannes pour rejeter les eaux en cas de non-conformité d'une analyse.

L'exploitant explique que des non-conformités peuvent être constatées en fonction du taux de remplissage des bassins (analyse réalisée sur une eau stagnante) et des horaires de prélèvement (activité biologie variable).

2. Evolution du classement réglementaire

La modification notifiée par l'exploitant n'engendre pas de modification du classement ICPE de l'installation.

3. Analyse de l'inspection

3-1 Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

La modification proposée par l'exploitation consiste en la suppression d'une prescription et ne consistent donc pas en une extension de l'installation.

3-2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-2°

Sans objet.

3-3 Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

Risques chroniques – rejets aqueux :

Les mesures prises (fermeture des vannes et rejet uniquement en cas de conformité de l'analyse réalisée sur les eaux contenues dans le bassin) par l'exploitant permettent de garantir l'absence de rejet d'eaux pluviales non conformes vers le milieu naturel.

Risques accidentels : la modification n'est pas susceptible d'entraîner des dangers significatifs pour l'environnement.

En référence à l'analyse qui précède, la modification examinée ici est non-substantielle. Elle peut être réalisée dès à présent, sans autorisation préalable. Les prescriptions d'exploitation en vigueur nécessitent toutefois d'être modifiées dans les formes prévues à l'article R 181-45 du code de l'environnement.

5- MODIFICATION 4 – MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE D'APPORT

1. Description du projet

L'exploitant demande l'autorisation d'élargir la zone de chalandise des déchets de l'ISDND de Beine-Nauroy aux déchets non-incinérables du département de la Haute-Marne sans restriction de distance. Ces déchets ne peuvent pas être traités par l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) de la Haute-Marne, du fait de leur caractéristique intrinsèque. Ces tonnages entreront dans la limite des 10 000 tonnes/an de déchets acceptés en provenance des départements autre que la Marne. Cette demande vaut jusqu'à la date de fin d'exploitation de l'ISDND de Beine-Nauroy fixée par l'arrêté préfectoral n°2009-A-90-IC. La durée d'exploitation totale de l'ISDND n'est pas remise en question.

L'avis de la Région du Grand Est a été sollicitée le 5 décembre 2025 par l'Inspection. La Direction Énergie Climat et Économie Circulaire de la Région Grand Est a émis un avis le 05/01/2026. La Région du Grand Est indique que le projet proposé par l'exploitant va à l'encontre du principe de proximité défini par le SRADDET. En effet, les gisements ciblés par l'exploitant sont déjà traités par un autre site situé plus proche géographiquement. De plus, plusieurs sites dont la situation géographique est plus proche du gisement présentent des vides de fouille. D'autre part, l'observation et l'analyse réalisée par la Région sur les quantités stockées et les capacités de traitement existantes montrent que l'extension de la zone de chalandise demandée n'est pas essentielle au bon fonctionnement de la gestion des déchets en Grand Est.

Les sites géographiquement plus proches sont :

- Saint Aubin à 146 km, avec un vide de fouille de l'ordre de 43 000 t/an,
- Huiron à 107 km, avec un vide de fouille de l'ordre de 56 000 t/an,
- Villoncourt à 141 km, avec un vide de fouille de l'ordre de 45 000 t/an.

Par courrier électronique du 13/03/2026, l'exploitant a précisé les caractéristiques des déchets concernés par cette demande de modification. Les caractéristiques mentionnées ci-dessous, ne permettent pas, selon l'exploitant, un traitement par l'UVE de la Haute-Marne :

- taille des déchets : l'UVE de la Haute-Marne n'est pas équipée d'un broyeur permettant de réduire la taille des déchets. De ce fait, la taille des déchets peut impacter l'alimentation du four. ;
- composition des déchets : la composition peut impacter le traitement des fumées par la consommation de réactif en grande quantité, et par le vieillissement prématuré des équipements de traitement. ;
- pouvoir calorifique trop élevé : l'UVE est dimensionnée pour recevoir des déchets de type ordures ménagères résiduelles et n'est pas en capacité d'injecter de l'eau afin de diminuer le pouvoir calorifique des déchets.

2. Evolution du classement réglementaire

La modification notifiée par l'exploitant n'engendre pas de modification du classement ICPE de l'installation.

3. Analyse de l'inspection

Cet élargissement de la zone de chalandise sur le département de la Haute-Marne est envisagée sans modification des capacités d'accueil autorisées ni de la nature des déchets acceptés.

L'absence d'impact significatif et le caractère non-substantiel de cette modification sont justifiés de la façon suivante :

- La modification ne constitue pas une extension des installations, elle concerne uniquement la modification de l'origine des déchets pris en charge ;
- La modification n'atteint pas les seuils quantitatifs et critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- La modification n'entraîne pas de dangers ou d'inconvénients significatifs pour l'environnement ;
- Parmi les sites géographiquement plus proches, certains sites sont proches de la fin de leur exploitation (courant 2027).

En référence à l'analyse qui précède, la modification examinée ici est jugée notable mais non substantielle.

Étant donné que la Haute-Marne est un département limitrophe de la Marne et de surcroît fait partie de la région Grand Est, l'Inspection considère que la demande ne va pas à fortiori à l'encontre du principe de proximité énoncé par le PRGD qui ne fixe pas de distance pour définir la notion de proximité.

En s'inscrivant dans une logique de planification régionale à moyen terme, l'Inspection considère que la demande est recevable.

6 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Par courrier du 31/10/2025, la société ONYX EST (VEOLIA) a porté à la connaissance de M. le préfet les demandes de modification suivantes :

- du phasage de l'exploitation des casiers de stockage (modification 1) ;
- de l'article 8.4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 sur le stockage des lixiviats (modification 2) ;
- de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 sur les modalités de l'auto-surveillance de la qualité (modification 3) ;
- du périmètre géographique d'apports mentionné dans l'arrêté préfectoral n°2023-APC-102-IC du 20 mai 2023 (modification 4).

Après examen du dossier, l'Inspection des installations classées considère que l'ensemble des modifications ne sont pas substantielles. Néanmoins, il apparaît nécessaire d'encadrer les modifications 2, 3 et 4, par un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe.

Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire propose les modifications suivantes :

- article 8.4.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC : suppression de l'obligation de la couverture des bassins de stockage de lixiviats ;
- article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC : suppression de l'analyse mensuelle à réaliser durant 3 mois suite à la détection d'une non-conformité sur une analyse ;
- article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-APC-102-IC du 20/05/2023 : modification de l'origine géographique.

D'autre part, l'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'informer la société ONYX EST (VEOLIA) que les modifications ne sont pas considérées comme des modifications substantielles nécessitant une nouvelle autorisation, et propose donc d'encadrer ces modifications par l'arrêté préfectoral ci-joint.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'Inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.